

LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

Au-delà de Simandou

La Guinée, une fragilité à plusieurs visages

FRAGILITY OBSERVATORY FOR WEST & CENTRAL AFRICA
FOR RESILIENCE & DEMOCRACY - FOWARD

TABLES DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	3
Une normalisation institutionnelle à consolider.....	3
Trois Guinéas, trois grammaires du conflit.....	3
Simandou : une rente ancrée dans les zones les plus fragiles.....	3
Un pays à la croisée des chemins : pour une résilience différenciée.....	3
Contexte et Introduction.....	4
De la gouvernance militaire au pouvoir constitutionnel : une rupture en demi-teinte ?.....	5
Trois Guinéas, trois grammaires du conflit : pour approche différenciée de la fragilité.....	5
Des causes communes, des déclinaisons locales et des dynamiques évolutives.....	7
Entre chômage des jeunes et montée de la criminalité locale.....	7
Tensions minières et criminalité à Siguiri et Boké.....	7
Économies illicites : trafic de drogue et faux médicaments.....	8
Le précédent de Boké : une accumulation de tensions dans une région minière sous pression.....	8
Des mécanismes de résilience tributaires des contextes locaux.....	9
Simandou : une promesse économique historique, ancrée dans les zones les plus fragiles.....	9
Entre promesse économique et facteurs de fragilité persistants.....	10
Où va la Guinée ? Vers une stabilisation sur mesure ?.....	10
Références.....	11

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Quatre ans après l'arrivée au pouvoir du général Mamadi Doumbouya et un an à peine après l'achèvement, en décembre 2025, de la transition constitutionnelle, la Guinée se présente à la communauté internationale sous les traits rassurants d'un double retour à la normale : un pouvoir civil légitimé par les urnes et une économie portée par le lancement, en novembre 2025, de l'exploitation du gisement de fer de Simandou, l'un des plus grands projets miniers au monde. Cette étude du Timbuktu Institute menée au sein du Fragility Observatory for West & Central Africa for Resilience & Democracy – FOWARD et fondée sur une veille continue et différenciée à l'échelle infranationale, montre cependant que ni la normalisation politique ni le boom minier n'ont fait disparaître les fragilités structurelles du pays : ils les recomposent plutôt qu'ils ne les résolvent.

Une normalisation institutionnelle à consolider

Le référendum constitutionnel puis l'élection présidentielle de décembre 2025, suivis de la levée des sanctions de la CEDEAO, ont acté un retour formel à l'ordre constitutionnel. Mais ce changement de statut juridique du pouvoir ne s'est pas accompagné d'un changement de pratiques politiques : interdiction des manifestations maintenue, répression de certaines mobilisations, suspension de partis et de médias, disparitions de figures de l'opposition et de la société civile. L'impunité des dirigeants successifs et la défiance structurelle envers l'État en tant que causes profondes identifiées dès le début de la veille, demeurent intactes et continuent de priver les mécanismes informels de médiation (sages, leaders religieux, société civile) de leur capacité de dialogue avec l'État.

Trois Guinées, trois grammaires du conflit

La fragilité guinéenne ne se lit pas comme une carte homogène mais comme une mosaïque de dynamiques. localisées : violences électorales et délinquance urbaine à Conakry (Ratoma, Matoto) ; fractures intra-religieuses et conflits entre agriculteurs et éleveurs en Moyenne-Guinée ; tensions ethno-politiques, criminalité aurifère et exposition au risque jihadiste transfrontalier en Haute-Guinée (Siguiri, Kankan) ; rivalités intercommunautaires explosives et vulnérabilité infrastructurelle en Guinée forestière (Nzérékoré, Macenta). Des causes structurelles communes telles que le chômage des jeunes, la corruption, l'instrumentalisation ethnique du politique, l'essor des économies illicites (drogue, faux médicaments, orpaillage clandestin), traversent tout le territoire, mais leurs déclinaisons locales diffèrent radicalement, tout comme les mécanismes et leviers de résilience mobilisés (justice coutumière en zone rurale, justice formelle en milieu urbain), ce qui limite l'efficacité de toute réponse uniquement sécuritaire ou nationale et non différenciée.

Simandou : une rente ancrée dans les zones les plus fragiles

Portée par un investissement d'environ 20 milliards de dollars, Simandou nourrit des prévisions de croissance parmi les plus élevées du continent et un fonds souverain destiné aux régions minières. Mais le massif se situe précisément à Nzérékoré et Kankan, parmi les zones les plus exposées aux conflits ethniques et communautaires du pays. Le précédent de Boké englobant deux tiers des réserves de bauxite guinéenne, mais routes dégradées avec des coupures d'eau et d'électricité récurrentes, des émeutes parfois meurtrières, illustre le risque que Simandou reproduise le même paradoxe entre abondance extractive et dénuement local si les retombées ne sont pas perçues rapidement et concrètement par les populations. Loin d'atténuer les fragilités, le boom minier risque ainsi de les déplacer et de les intensifier là où elles sont déjà les plus vives.

Un pays à la croisée des chemins : pour une résilience différenciée

La Guinée est loin d'avoir atteint un seuil de résilience durable. Les leviers classiques qu'elle détient tels que le dialogue interreligieux, l'alerte précoce décentralisée, le contrôle renforcé des frontières, l'inclusion économique des jeunes et des femmes, restent nécessaires, mais ils devront désormais composer avec un pouvoir, certes, consolidé par les urnes mais en quête de légitimité réelle, et avec une rente minière appelée à transformer en priorité les régions les plus fragiles du pays. L'étude plaide, ainsi, pour une approche résolument différenciée et localisée de la fragilité guinéenne, seule à même de restituer la diversité des grammaires conflictuelles régionales tout en articulant les causes structurelles transversales, afin que les politiques de prévention, de cohésion sociale et de partage des richesses minières gagnent en pertinence locale et échappent à une lecture homogène et trompeuse d'un pays stabilisé.

CONTEXTE ET INTRODUCTION

Cette étude, menée dans le cadre des activités du Fragility Observatory for West Africa for Resilience and Democracy (FOWARD) du Timbuktu Institute, repose sur une méthodologie essentiellement qualitative, adossée à un dispositif de veille continue déployé depuis le début des années 2020 dans les localités guinéennes jugées les plus conflictogènes. Elle s'appuie sur l'observation directe des dynamiques locales, complétée par le suivi régulier des incidents, tensions et mobilisations recensés dans les différentes régions du pays. Cette approche de terrain est croisée avec l'analyse de données secondaires (statistiques socioéconomiques, rapports d'institutions nationales et internationales, sources de presse locale et internationale) permettant de contextualiser et de corroborer les constats issus de la veille. La démarche privilégie, enfin, une lecture comparative et différenciée à l'échelle infranationale, seule à même de rendre compte de la diversité des grammaires conflictuelles observées d'une région à l'autre, tout en identifiant les facteurs structurels transversaux qui traversent l'ensemble du territoire guinéen.

Depuis la crise postélectorale de 2010[1], la Guinée a vécu dans une instabilité quasi-permanente avec des violences politiques récurrentes, des tensions communautaires, des criminalités transfrontalières de même qu'une défiance croissante envers l'État central. Une étude inédite à travers une veille continue[2] dans les localités jugées les plus conflictogènes du pays depuis le début des années 2020, avait déjà dressé un constat à partir d'une série d'observations directes : les typologies de conflits constatées dépendent souvent des localités et de leurs réalités socioculturelles et de dynamiques endogènes localisées. Ensuite, le pays a connu deux bouleversements majeurs qui n'ont pas remis en cause cette lecture différenciée plus actuelle que jamais : l'achèvement, en décembre 2025, de la transition ouverte par le coup d'État du général Mamadi Doumbouya[3], et l'exploitation du gisement de fer de Simandou[4], présentée comme l'un des plus grands projets miniers au monde, devant transformer de manière durable la structure socioéconomique du pays.

Cependant, malgré les prévisions économiques et l'enthousiasme des partenaires internationaux de la Guinée, ni les évolutions politiques ayant abouti à la normalisation constitutionnelle, encore moins les promesses d'une économie en essor n'ont fait disparaître les fragilités identifiées[5]. En même temps, des conflits latents, des velléités sociopolitiques et communautaires en plus d'interrogations sur la viabilité du « modèle guinéen » redessinent les fragilités et interrogent davantage sur les ressorts et facteurs de résilience pouvant les atténuer. De même, il se pose avec une certaine actualité, la question de savoir si le boom minier actuel entraînant une certaine dynamique socioéconomique serait un facteur de croissance économique durable, de cohésion sociale ou s'il contribuait plutôt à déplacer les fragilités et conflits au lieu de s'attaquer à leurs causes structurelles.

Pour analyser ces différents enjeux, la présente étude s'articule en trois temps. Elle reviendra d'abord sur la portée réelle de la normalisation politique amorcée depuis la fin de la transition, afin d'en mesurer les avancées comme les limites persistantes en matière de libertés publiques et de respect des droits humains. Elle proposera ensuite une lecture différenciée des fragilités guinéennes à travers une approche géographique différenciée, mettant en lumière la diversité de la grammaire des conflits propres à chaque région - de Conakry à la Guinée forestière, en passant par la Moyenne et la Haute-Guinée - tout en identifiant les causes structurelles communes qui les traversent, notamment le chômage des jeunes, l'essor de la criminalité locale et le développement d'économies illicites. Enfin, l'étude examinera la manière dont le boom minier, incarné notamment par le projet Simandou devrait être intégré dans cette géographie de la fragilité, avant de s'interroger, en conclusion, sur les perspectives de stabilisation durables et les leviers de résilience mobilisables pour la Guinée.

DE LA GOUVERNANCE MILITAIRE AU POUVOIR CONSTITUTIONNEL : UNE RUPTURE EN DEMI-TEINTE ?

Arrivé au pouvoir le 5 septembre 2021 après avoir mis fin aux 11 ans de règne d'Alpha Condé, le général Mamadi Doumbouya avait promis une transition politique rapide vers un pouvoir civil, s'engageant lui-même, ainsi que les membres de son gouvernement, à ne pas se présenter à la présidentielle[6].

Cette promesse n'a, finalement, pas été tenue. Suite à plusieurs reports et des circonstances politiques accentuées par l'explosion du dépôt de carburant de Kaloum fin 2023 et une grève générale en février 2024, le calendrier électoral ne s'est précisé qu'en 2025. Il y a eu le référendum constitutionnel le 21 septembre qui posa un jalon important de retour à l'ordre constitutionnel avec l'élection présidentielle du 28 décembre à laquelle prit, finalement, part le Général Doumbouya.

La nouvelle Constitution, qui porta la durée du mandat présidentiel de cinq à sept ans et institua un Sénat[7], a ouvert la voie à la candidature du général, en dépit de ses engagements initiaux au début de la transition. Sans opposants de poids face à lui, les principales figures de l'opposition ayant été écartées ou empêchées de se présenter, Mamadi Doumbouya a été déclaré élu dès le premier tour avec 86,72 % des suffrages [8].

Dès après l'investiture du Président élu le 17 janvier 2026, la Guinée a vu, dans les semaines suivantes, la CEDEAO lever les sanctions prises après le coup d'État et, ainsi, acter le retour officiel de la Guinée à l'ordre constitutionnel[9].

Ce retour formel à la légalité constitutionnelle est, toutefois, loin de clore le débat sur la nature et les pratiques du pouvoir guinéen notamment en matière de libertés publique et de respect des droits humains. Pour une partie de l'opposition, l'annonce d'une nouvelle ère masquerait en réalité la prolongation du régime d'exception qui prévalait depuis 2021 ; « une politique répressive loin des promesses d'ouverture », rappelle cette figure de l'opposition en exil. Cette lecture critique de la situation sociopolitique guinéenne trouve un écho dans le constat même que dressait la série d'entretiens et de veille[10] sur les causes profondes de l'instabilité guinéenne, notamment, l'impunité des dirigeants successifs et la fragilité de la relation de confiance entre l'État et les citoyens. Ces entretiens, en plus des différents constats, établissent que si le retour à l'ordre constitutionnel a pu changer le statut juridique du pouvoir, il ne résout pas, en lui-même, le déficit de confiance qui alimentait les fractures observées ces dernières années en Guinée.

TROIS GUINÉES, TROIS GRAMMAIRES DU CONFLIT : POUR APPROCHE DIFFÉRENCIÉE DE LA FRAGILITÉ

En partant de l'observation directe et de la veille menée sur les dynamiques de conflits dans le pays, on note une certaine diversité des conflits dont les facteurs varient selon l'emplacement géographique au-delà des tendances générales établies et qui ne rendent pas compte des spécificités régionales.

À Conakry et dans sa périphérie immédiate, la fragilité prend d'abord un visage politique et urbain rendant compte, aussi, des disparités socioéconomiques[11]. Pendant que la commune de Ratoma, ancien bastion de l'opposition politique, continue de concentrer depuis une décennie l'essentiel des violences électorales du pays, Matoto [12], dont le contrôle, lors des

élections communales successives, a longtemps été disputé entre la mouvance au pouvoir et l'opposition, arrive en seconde position. Mais Ratoma cumule aussi un autre type de fragilité, plus discret marqué par la consommation de drogue, l'exclusion sociale avec un environnement conflictogène exacerbé par la délinquance, les trafics et des relations heurtées entre les jeunes et les forces de sécurité[13].

En Moyenne-Guinée, à Mamou et Labé, la ligne de fracture est davantage religieuse, mais à l'intérieur même de l'islam. En effet, dans la dynamique des velléités intra-religieuses, les tensions entre les

membres de la confrérie des tidjanis et les militants wahhabites, parfois aggravées par la présence d'une minorité chiite sous influence iranienne, ont déjà donné lieu à des affrontements ouverts, comme à Labé où des tentatives d'implantation de mosquées wahhabites se sont heurtées à l'opposition des confréries tidjanes dans certains quartiers. Il a fallu l'intervention des sages qui ont dû mener une médiation pour calmer la situation[14].

Dans les préfectures voisines comme Dalaba et Pita, ce sont plutôt les conflits opposant agriculteurs-éleveurs et les rivalités électorales à coloration ethnique qui dominent, sur fond de manifestations récurrentes pour l'accès à l'eau potable[15].

La Haute-Guinée combine, elle, une fragilité ethnopolitique et une fragilité économico-sécuritaire. À Siguiri, l'élection présidentielle de 2010 avait même dégénéré en violents affrontements entre Malinkés et Peuls, provoquant le déplacement de familles entières ; aujourd'hui, cette même préfecture aurifère cumule des incidents divers allant des braquages dans les zones d'extraction artisanale et exposition frontalière au risque jihadiste, du fait de sa proximité avec le Mali et de la présence de nombreux orpailleurs maliens et burkinabè dans ces zones peu surveillées[16]. À Kankan, c'est la question linguistique mêlée à une dimension confessionnelle qui a resurgi en 2020, lorsqu'un imam, contre la tradition instituée de prêcher en arabe, officiant en malinké a vu sa mosquée saccagée avec la restriction de la liberté de diriger la prière[17]. Cette interdiction qui n'a été levée qu'après l'arrivée du Général Doumbouya au pouvoir continue de diviser les populations de la région. Au-delà d'un simple incident lié au culte et aux divergences religieuses récurrentes, ces faits laissent apparaître une véritable fragmentation du champs religieux qui se greffe à des dynamiques communautaires génératrices de facteurs de fragilité notamment pour la cohésion sociale.

La Guinée forestière, et particulièrement les préfectures de Nzérékoré et Macenta, concentre la fragilité la plus explosive. Il y a la rivalité traditionnelle entre l'ethnie kpélé, majoritairement chrétienne, et l'ethnie koniaké, musulmane qui ressurgit à chaque élection sous une forme à la fois ethnique et religieuse [18].

Nzérékoré, décrite par un leader religieux local comme « la poudrière du pays », a connu déjà 2013 des destructions d'églises et de mosquées, et reste considérée comme la zone où les conflits politiques se transforment le plus systématiquement en affrontements intercommunautaires. C'est précisément dans cette région, ainsi que dans la région voisine Kankan, que se situe le stratégique massif de Simandou, une proximité géographique qui n'est pas sans conséquence sur les équilibres sociopolitiques qui seront largement impactés par les effets de l'exploitation des minerais.

N'Zérékoré, principale ville de la Guinée forestière, a été plusieurs fois frappée ces dernières années par deux événements qui illustrent une certaine vulnérabilité de la région. En juin 2026, un violent incendie avait ravagé le grand marché central de la ville [19], détruisant des milliers de magasins et de commerces et plongeant de nombreuses familles dans une subite précarité économique[20] sans mesures d'accompagnement des impactés. Deux ans plus tôt, en décembre 2024, une bousculade meurtrière survenue lors d'un match de football avait déjà endeuillé la ville. Un an après les faits, les populations dont des organisations de la diaspora forestière continuaient de réclamer justice et réparation, reflétant une situation tendue où les tensions sociales issues de ce drame restent vives et loin d'être résolues [21]. Ces deux incidents, bien que de nature différente, révèlent une même réalité : une ville et une région exposées à des chocs récurrents, qu'ils soient accidentels ou liés à des rassemblements de foule, et dont les conséquences sociales dépassent, toujours, largement le cadre local.

Cette fragilité repose d'abord sur des facteurs structurels anciens qu'il serait importants de relever. La Guinée forestière est une mosaïque de peuples autochtones et de populations migrantes parfois liées aux pays voisins, ce qui engendre des conflits réguliers autour de la gestion des terres et de l'exercice l'autorité traditionnelle, des tensions que plusieurs diagnostics institutionnels décrivent comme profondément enracinées et récurrentes dans la région[22].

À cette fracture intercommunautaire et foncière s'ajoute une vulnérabilité matérielle bien perceptible à travers le même dénuement infrastructurel noté à Boké. Des installations électriques précaires et peu contrôlées, constituent un facteur d'accidents régulièrement pointé du doigt après les incendies qui les frappent[23], et que les autorités elles-mêmes reconnaissent comme un problème plus large touchant l'ensemble des marchés du pays. La combinaison de ces deux fragilités sociale et infrastructurelle fait de chaque incident local un facteur potentiel d'aggravation des vulnérabilités socioéconomique et de l'instabilité économique de toute une région.

Enfin, la fragilité structurelle de N'Zérékoré et de la Guinée forestière tient à des faiblesses plus larges en matière de gouvernance et d'État de droit. Les compétitions politiques, telles que les élections communales, ont régulièrement exacerbé les clivages politiques et ethniques dans la région[24].

DES CAUSES COMMUNES, DES DÉCLINAISONS LOCALES ET DES DYNAMIQUES ÉVOLUTIVES

Il est frappant de noter, à la lecture des dynamiques dans les différentes régions de la Guinée, la nette combinaison entre des causes structurelles partagées par tout le pays comme l'impunité des régimes successifs, la corruption, la faible redevabilité de l'État, la chômage massif des jeunes, l'instrumentalisation ethnique du débat politique et des traductions locales très différentes de ces mêmes causes[28]. C'est pourquoi, il s'impose une approche différenciée documentée dans le cadre d'études approfondies et d'une veille soutenue sur la situation guinéenne au-delà des promesses économiques et de la relative stabilité cachant bien des fragilités.

Le chômage des jeunes nourrit aussi bien les manifestations électorales à Ratoma que le grand banditisme dans les zones aurifères de Siguiri ou l'attrait des discours radicaux véhiculés sur les réseaux sociaux[29] et par certains prédicateurs[30]. La frustration liée à l'exploitation minière s'exprime à Boké sous forme de mobilisations citoyennes pour l'électricité, et à Siguiri sous forme de violence armée.

Un tel constat est nettement établi par les différentes évaluations nationales des capacités de réduction des risques de catastrophes[25]. Le drame du stade de N'Zérékoré en décembre 2024 a par ailleurs mis en lumière les lacunes de l'encadrement sécuritaire des grands rassemblements : Amnesty International a appelé les autorités guinéennes à diligenter une enquête indépendante et impartiale sur les circonstances de la bousculade et sur l'attitude des forces de l'ordre[26], une demande sociale et politique restée sans réponse satisfaisante selon les témoignages recueillis depuis[27]. Cette absence d'enquêtes transparentes, impartiales et le sentiment d'impunité qui en découle nourrissent, plus largement, une forme de défiance envers les institutions et fragilisent la capacité de l'État à prévenir de nouveaux drames dans une région déjà marquée par de multiples lignes de tension et de fracture.

Le clivage religieux qui s'accroît aussi, enfin, n'a pas le même contenu à Mamou (rivalité intra-musulmane entre confréries) qu'à Nzérékoré (rivalité interreligieuse adossée à un clivage ethnique).

Il semble, aussi, se dessiner une économie de l'instabilité qui traverse l'ensemble du territoire sans s'y répartir uniformément : le trafic de drogue, de faux médicaments (certains itinéraires vers la Sierra Leone), d'êtres humains facilité par la porosité des frontières et l'absence d'un état civil automatisé, l'infiltration progressive de groupes criminels asiatiques dans le secteur minier. Ces économies illicites prospèrent différemment selon les territoires, mais elles ont en commun le fait de s'appuyer sur des complicités locales, ce qui limite l'efficacité d'une réponse purement sécuritaire au niveau national.

ENTRE CHÔMAGE DES JEUNES ET MONTÉE DE LA CRIMINALITÉ LOCALE

Les données récentes indiquent que le taux de chômage global en Guinée s'établit à environ 5,2 %, mais cette dynamique cache des disparités alarmantes chez les jeunes, où le chômage dépasse les 7 %. Bien que le secteur minier soit composé à près de 90 % de nationaux, sa capacité d'absorption de la main-d'œuvre reste limitée par rapport au flux annuel de jeunes diplômés et non qualifiés sur le marché du travail[31].

Cette absence d'opportunités économiques formelles notamment à Ratoma et dans les environs de Conakry accentue la vulnérabilité des jeunes face aux manipulations opérées par les acteurs politiques lors des différents cycles électoraux.

TENSIONS MINIÈRES ET CRIMINALITÉ À SIGUIRI ET BOKÉ

À Siguiri, la quête de l'or soulève et exacerbe les conflits domaniaux et communautaires de manière violente. Des affrontements sanglants pour le contrôle des zones artisanales d'orpaillage continuent de faire des victimes comme en témoignent les violentes tensions d'octobre 2025 ayant entraîné des morts et de nombreux blessés[32]. Parallèlement, l'exploitation illicite des ressources minières est aggravée par l'infiltration de groupes criminels étrangers. Dans ce contexte, en juillet 2026, une vaste enquête sous la supervision de la Cour de répression des infractions économiques et

financières (CRIEF) a révélé un scandale minier majeur à Siguiri, entraînant des interdictions de voyager contre des dizaines de hauts cadres de l'administration et plusieurs ressortissants asiatiques (notamment des opérateurs chinois)[33]. À Boké, les frustrations se matérialisent par des grèves incessantes et des émeutes récurrentes au sein des structures devant assurer l'accès aux services sociaux de base, notamment l'électricité et l'eau, illustrant, nettement, le paradoxe d'une région riche en bauxite mais marginalisée au niveau social[34].

ÉCONOMIES ILLICITES : TRAFIC DE DROGUE ET FAUX MÉDICAMENTS

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest de manière générale, et de la Guinée en particulier, différents réseaux criminels internationaux, notamment les cartels des Balkans occidentaux[35] opèrent à différents niveaux. Les saisies se multiplient aux frontières et à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré, lors d'enquêtes et d'arrestations menées avec l'aide de l'Office Central Anti-Drogue (OCAD) fin 2025, révélant des techniques de trafics de plus en plus sophistiquées par des passeurs internationaux[36].

Concernant le trafic de faux médicaments, les autorités guinéennes ont intensifié les opérations d'assainissement du secteur pharmaceutique sous

l'égide du Comité technique national. Des saisies records ont été enregistrées (notamment plus de 3 tonnes de produits contrefaits ou illicites interceptées à Labé en juin 2025)[37], suivies par des incinérations publiques de produits hautement dangereux comme le Tramadol à Tabily[38]. Ce marché illicite qui s'élargit, continue de s'appuyer sur la porosité des frontières avec la Sierra Leone et le Liberia, alimentant, ainsi, une économie souterraine transfrontalière avec des impacts considérables sur les équilibres locaux[39].

LE PRÉCÉDENT DE BOKÉ : UNE ACCUMULATION DE TENSIONS DANS UNE RÉGION MINIÈRE SOUS PRESSION

Boké concentre une fragilité structurelle majeure et symbolique. Cette localité de la Basse-Guinée détient à elle seule près des deux tiers des réserves de bauxite guinéennes[40]. Mais ses habitants souffrent de la dégradation des services publics avec un déficit criant en routes, en eau potable, en électricité, et en infrastructures éducatives. Ce paradoxe entre l'abondance d'une richesse extractive et le dénuement local est le terreau sur lequel se cristallisent, depuis près d'une décennie, des explosions de colère de plus en plus fréquentes[41]. Chaque incident, même mineur en apparence devient révélateur d'une fragilité bien plus profonde et cumulative.

La fragilité infrastructurelle se lit sur la qualité des routes sur l'axe Tamaranssy-Tamakènè avec une aggravation rapide durant la saison des pluies[42]. Au-delà de ce dénuement, il y a le signe d'infrastructures publiques structurellement incapables d'absorber la pression logistique de l'industrie extractive qui les finance en partie. Même la promesse d'un espace urbain modernisé se transforme, en quelques mois, en nouveau grief faisant que la fragilité ne consiste plus seulement en l'absence d'équipement, mais s'aggrave avec l'échec visible et rapide de sa détérioration malgré les réparations.

Il s'y ajoute une fragilité sécuritaire avec les moindres incidents qui occasionnent des heurts avec des gendarmeries attaquées, des motos incendiées, des barricades dressées dans plusieurs localités comme Kolaboui. Il a fallu, dans un contexte assez tendu, une opération conjointe du parquet et des forces de sécurité, et vingt-six interpellations, pour rétablir l'ordre[43].

Ce n'était pas l'accident qui, seul, expliquerait la violence de la réaction des populations mais une défiance déjà bien ancrée envers une autorité politique jugée incapable de protéger suffisamment et de rendre justice efficacement. Une telle fragilité est accentuée par le fait que l'appareil sécuritaire et judiciaire local a de moins en moins de crédit nécessaire[44] pour absorber le choc d'un simple fait divers sans qu'il ne dégénère en confrontation directe avec l'État.

Mais l'imbrication entre les deux types de fragilité précédents (infrastructurelle et sécuritaire) avec une autre à dimension sociale, fait de Boké un laboratoire en matière d'analyse différenciée montrant que la conflictualité elle-même est fluctuante. En effet, derrière les signaux faibles d'une tension sociale latente, il y a toujours des moments où s'amorce une interpénétration des facteurs qui accélère le processus du recours à la violence dirigée contre l'État et à ses représentants. Le 8 décembre 2025, une grève des écoles publiques avait dégénéré et plusieurs écoles privées de Boké (Groupe Excellence, ALDEX, KPC, PATMOS) étaient prises pour cibles avec des blessés et des dégâts matériels importants, dans un mouvement que leurs responsables jugent sans lien avec leurs propres revendications[45]. C'est une forme de fragilité assez révélatrice du poids des circonstances et du phénomène d'enchevêtrement des facteurs. En réalité, la colère sociale à Boké ne vise plus seulement l'État ou les compagnies minières, mais se retourne aussi entre catégories sociales locales comme signe d'un tissu communautaire déjà fissuré et où la violence collective trouve des cibles de substitution dès qu'un mouvement social légitime échappe à ses propres initiateurs.

La fréquence des émeutes comme celle pour le retour de l'eau et de l'électricité qui fit un mort et une trentaine de blessés, sur fond d'un slogan resté célèbre : « Nous avons faim alors que notre région renferme les deux tiers de la surface bauxitique de la Guinée »[46]. Documentée aussi en images dans une vidéo en ligne[47], cette séquence est nourrie par un narratif opérant un lien systématique entre abondance de ressources minières, carence des services de base et un trébuchement accéléré vers la violence collective.

Près d'une décennie après ces émeutes, cette matrice de l'accélération du recours à la violence n'a rien perdu de sa force explicative des fragilités structurelles et cumulatives en Guinée : elle continue de structurer chaque nouvel épisode de contestation observé à Boké. Dans ce contexte de grand engouement pour Simandou, la situation de Boké rappelle avec pertinence que prévenir les violences liées à de telles fragilités suppose moins de maintien de l'ordre que des investissements réels et visibles dans les services essentiels, financés en priorité sur les retombées des richesses minières locales.

DES MÉCANISMES DE RÉSILIENCE TRIBUTAIRES DES CONTEXTES LOCAUX

Face à cette fragmentation, les mécanismes de résolution des conflits existants sont, eux aussi, profondément situés. Dans les zones rurales, l'autorité des sages et des chefs religieux reste le premier recours[48] : à Kankan, le tribunal coutumier dirigé par le Sotikémo continue de juger l'essentiel des différends, la justice classique étant socialement disqualifiée. « Chez nous en Afrique, on règle les choses en famille », résume un leader communautaire local, le terme « famille » transcendant le cercle restreint mais englobant la communauté de manière générale. Dans les grandes villes, c'est davantage vers la justice formelle que les populations se tournent. Ce double système a pourtant montré sa capacité à se combiner à l'échelle nationale : ce sont deux leaders religieux[49], l'un musulman, l'autre chrétien, qui ont conjointement piloté les assises nationales de 2016 et de 2022.

Du côté de l'État, les dispositifs déployés portent eux aussi la marque d'une réponse pensée par zone plutôt que de façon uniforme : système d'alerte précoce installé dans cent soixante-huit communes avec l'appui de la Banque mondiale[50], mais où la participation des femmes reste très faible ; programme de formation religieuse destiné à contrer le fondamentalisme, avec l'envoi de cinq cents jeunes imams au Maroc dès 2014 ; révision continue des programmes des écoles franco-arabes ; sermons du vendredi rédigés de façon centralisée par le secrétariat général des affaires religieuses pour diffuser un message de tolérance. À l'inverse, la lutte contre le trafic et la criminalité organisée - brigade Medicrime, secrétariat général des services spéciaux, unité antiterroriste créée en 2018 - reste pensée à l'échelle nationale, sans relais communautaire identifié, ce qui constitue, selon l'étude, une lacune structurelle.

SIMANDOU : UNE PROMESSE ÉCONOMIQUE HISTORIQUE, ANCRÉE DANS LES ZONES LES PLUS FRAGILES

Le 11 novembre 2025, la Guinée a procédé au lancement officiel de l'exploitation du gisement de fer de Simandou, présenté avant sa mise en service comme le plus grand projet minier inexploité au monde. Porté par un investissement cumulé d'environ vingt milliards de dollars, il associe les consortiums Winning Consortium Simandou et Rio Tinto-Simfer-Chinalco, l'État guinéen détenant 15 % du capital de chacun des blocs ainsi que de la société chargée des infrastructures ferroviaires et portuaires. Plus de six cent cinquante kilomètres de voie ferrée relie désormais les gisements du sud-est du pays au nouveau port de Morebaya, et les premières expéditions vers la Chine[51] ont débuté en janvier 2026.

Sous l'effet de cette montée en puissance, la Banque mondiale anticipe une croissance économique guinéenne parmi les plus élevées du continent[52] (de l'ordre de 7,5 % en 2025, 9,3 % en 2026 et plus de 11 % en 2027), tandis que le Fonds monétaire international estime que Simandou pourrait à lui seul accroître le produit intérieur brut du pays de 26 % à l'horizon 2030[53].

Un fonds souverain adossé aux revenus du projet, doté d'environ un milliard de dollars[54], doit être lancé en 2026 pour financer l'éducation, l'agriculture et les infrastructures dans le cadre de la stratégie « Simandou 2040 ».

Cette promesse comporte toutefois sa part d'incertitude et, surtout, une géographie qui n'est pas neutre du point de vue de la fragilité. Le massif de Simandou se situe précisément dans les régions de Nzérékoré et de Kankan, considérées comme parmi les plus exposées aux conflits ethniques et communautaires du pays[55] ; un accident ayant coûté la vie à trois ouvriers a d'ailleurs interrompu temporairement le chantier en octobre 2025, rappelant la dimension sociale du projet.

Il y a un profond sentiment d'abandon des populations des zones minières, qui voient peu de retombées locales d'une richesse extraite sur leur sous-sol[56]. Rien n'indique, à ce stade, que Simandou échappera à cette même dynamique si les retombées du fonds souverain et des redevances locales ne sont pas perçues, concrètement et rapidement, par les populations de Nzérékoré, Kankan et Siguiri[57].

Malgré les annonces politiques sur la transformation locale des minerais, notamment l'or [58], la dépendance accrue de l'économie guinéenne aux exportations minières (notamment bauxite, or et désormais fer)

l'expose, par ailleurs, aux cycles des cours mondiaux ; le Fonds monétaire international juge lui-même optimiste l'hypothèse d'une montée en production aussi rapide que celle annoncée par les autorités [59].

ENTRE PROMESSE ÉCONOMIQUE ET FACTEURS DE FRAGILITÉ PERSISTANTS

Au-delà des dynamiques propres à chaque région, la période 2022-2026 a vu se consolider, à l'échelle nationale, deux facteurs de fragilité depuis longtemps pointés comme structurels : l'impunité et la défiance envers l'État[60]. L'interdiction des manifestations, en vigueur depuis mai 2022 [61], a été maintenue tout au long de la période, avec un usage répété de la force contre les rassemblements de l'opposition et de la société civile ; Human Rights Watch recensait déjà, fin 2024, près de soixante décès liés à la répression de ces mobilisations[62], un bilan qui s'est encore alourdi lors d'une manifestation des Forces vives de Guinée[63] en janvier 2026. Plusieurs partis d'opposition ont été suspendus, plusieurs médias indépendants ont vu leur agrément retiré, et des dirigeants politiques ont été condamnés à des peines de prison pour des propos jugés critiques envers le chef de l'État.

Le phénomène le plus préoccupant reste celui des enlèvements et disparitions forcées visant des figures de la société civile et de l'opposition : certaines, comme Oumar Sylla, dit Foniké Mengué, ou Mamadou Billo Bah[64], demeurent introuvables depuis l'été 2024, tandis que d'autres, comme Abdoul Sacko[65] ou l'ancien bâtonnier Mohamed Traoré[66], ont été retrouvés après avoir été torturés.

Cette persistance de la fermeture de l'espace civique a une portée directe sur les fragilités classiques : elle prive précisément les mécanismes informels de médiation (sages, leaders religieux, société civile locale) de leur capacité à dialoguer avec un État perçu comme de plus en plus opaque et répressif, et elle nourrit, dans les zones déjà marquées par la défiance politique comme Ratoma ou Nzérékoré, le même terreau de frustration qui avait alimenté les violences électorales documentées de 2010 à 2022[67].

OÙ VA LA GUINÉE ? VERS UNE STABILISATION SUR MESURE ?

La Guinée reste un pays dont la situation mérite attention et qui est loin d'avoir atteint un seuil de résilience durable. Quatre ans après les changements politiques intervenus, le pays a changé de statut institutionnel et entame une transformation économique d'une ampleur inédite. Mais cette nouvelle dynamique n'a pas fait disparaître les causes profondes identifiées sur le terrain : l'impunité politique, le chômage des jeunes, la défiance dans la relation complexe entre l'État et les citoyens et l'inégale répartition des bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles.

La nécessité de créer des espaces de dialogue interreligieux, d'étendre le système d'alerte précoce décentralisé, de renforcement du contrôle des frontières, d'accélérer la réconciliation nationale, d'inclure économiquement les jeunes et les femmes, reste d'actualité.

Mais l'ensemble de ces mesures souvent préconisées devra désormais composer avec deux réalités nouvelles : un pouvoir, certes, consolidé par les urnes mais qui devra encore gagner en légitimité réelle et une rente minière appelée à transformer en priorité les régions les plus fragiles du pays. C'est pour cela qu'il sera important, pour toute compréhension des facteurs de fragilité en Guinée, de s'orienter vers une approche différenciée prenant en compte la diversité des réalités, les disparités et des dynamiques localisées mais qui structurent une tendance générale méritant plus de vigilance.

De ce point de vue, inscrire la fragilité guinéenne dans une géographie des signaux faibles comme des tendances lourdes reste une condition méthodologique pour que les futures et nécessaires politiques de



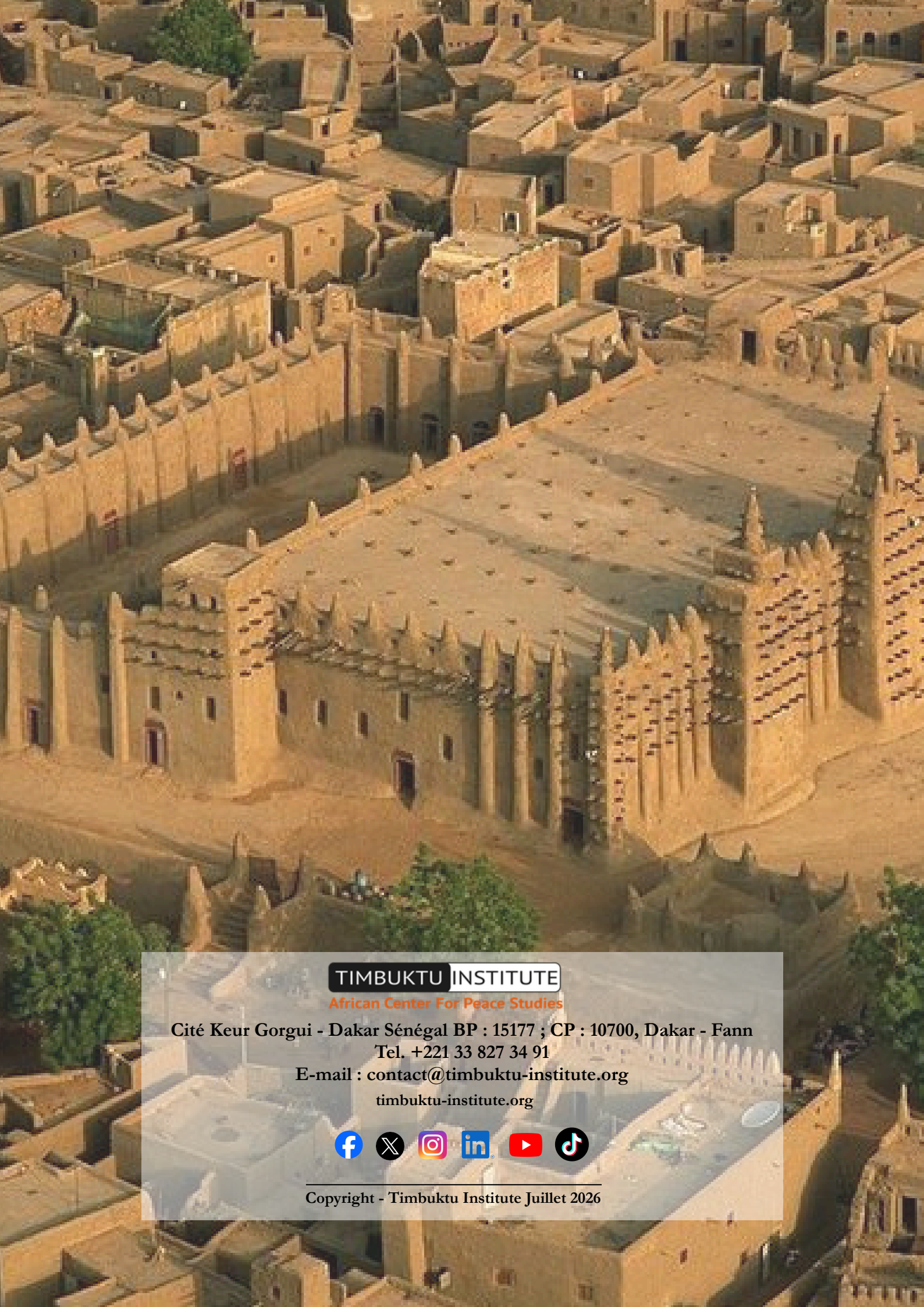
prévention, de cohésion sociale et de partage des retombées économiques dans le cadre d'une meilleure inclusivité ne soient pas biaisées par la perception dominante d'un pays appréhendé comme un bloc homogène. Une telle approche pourrait rendre plus intelligible les politiques publiques, les programmes appuyés par les partenaires internationaux.

Elle pourrait surtout faire gagner de tels projets et programmes en pertinence locale en dehors des perceptions d'un simple boom minier et de promesses économiques qui n'effacent pas les fragilités d'un pays à croisée des chemins.

SOURCES & RÉFÉRENCES

- [1] <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2010/10/guinea-security-forces-used-excessive-force-election-protests/>
- [2] Veille, Rapport inédit, Fragility Observatory, Timbuktu Institute,
- [3] <https://www.hrw.org/fr/world-report/2022/country-chapters/guinea>
- [4] <https://www.afrik.com/simandou-la-guinee-lance-enfin-l-exploitation-du-plus-grand-gisement-de-fer-au-monde>
- [5] <https://ledjely.com/2025/04/07/simandou-la-guinee-face-a-la-malediction-des-ressources-naturelles/>
- [6] <https://ledjely.com/2025/04/07/simandou-la-guinee-face-a-la-malediction-des-ressources-naturelles/>
- [7] <https://information.tv5monde.com/afrique/presidentielle-en-guinee-le-general-mamadi-doumbouya-officiellement-candidat-2796993>
- [8] <https://cnt.gov.gn/le-senat-se-dessine/>
- [9] <https://www.financialafrik.com/2025/12/31/guinee-mamadi-doumbouya-elue-des-le-premier-tour-avec-8672-des-voix-resultats-provisoires/>
- [10] <https://fr.africanews.com/2026/01/29/guinee-la-cedeao-annonce-la-levee-des-dernieres-sanctions/>
- [11] Timbuktu Institute, Fragility Observatory, Mai 2026
- [12] https://www.dakaractu.com/Guinee-Crise-post-electorale-Le-Procureur-de-Conakry-fait-envoyer-en-detention-preventive-325-Guineens-pour-trois-chefs_a195498.html
- [13] https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2022-12/cartographie_0.pdf
- [14] https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_irf_264-rapport_valuation_final_papigL.pdf
- [15] <https://fr.africafica.com/stories/201109130049.html>
- [16] <https://siaminfos.com/pita-les-populations-confrontees-a-une-perturbation-severe-de-la-desserte-en-eau-potable/>
- [17] https://www.opinion-internationale.com/2026/03/23/la-guinee-a-la-croisee-des-chemins-prevenir-la-menace-d-jihadiste-par-la-gouvernance-et-la-cohesion-la-chronique-daliou-barry_141706.html
- [18] <https://information.tv5monde.com/afrique/guinee-limam-qui-veut-prier-en-malinke-8241>
- [19] <https://www.hrw.org/fr/report/2020/09/25/ils-ont-laisse-les-gens-sentretuer/violences-nzerekore-lors-du-referendum>
- [20] Grand Marché N'Zérékoré — ville-nzerekore.com : <https://ville-nzerekore.com/>
- [21] Actualités — ville-nzerekore.com/actualites
- [22] « Tragédie de N'Zérékoré, un an après » — lelynx.net : <https://lelynx.net/2025/12/tragedie-de-nzerekore-un-an-apres-la-diaspora-forestiere-reclame-justice-et-reparation/>
- [23] Diagnostic des causes profondes des conflits intercommunautaires récurrents en Guinée forestière — PNUD (mptf.undp.org) :
- Diagnostic des causes profondes des conflits en Guinée forestière : https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/25000/diagnostic_des_causes_profondes_des_conflits_intercommunautaires_recurrents_en_guinee_forestiere.pdf
- [24] <https://www.guinee360.com/20/06/2026/incendie-au-grand-marche-de-nzerekore-mamadi-doumbouya-promet-une-reconstruction-rapide-et-durable/>
- [25] https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/25000/diagnostic_des_causes_profondes_des_conflits_intercommunautaires_recurrents_en_guinee_forestiere.pdf
- [26] Capacités nationales en matière de réduction des risques et de gestion des catastrophes en Guinée : <https://www.cadri.net/system/files/2021-06/GUINEE-Rapport-d-Evaluation-des-Capacites-en-RRR.pdf>
- [27] « <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/12/guinee-les-autorites-doivent-mener-une-enquete-independante-et-impartiale-sur-les-incidents-dramatiques-survenus-au-stade-de-nzerekore-et-le-comportement-des-forces-de-lordre/> »
- [28] <https://www.youtube.com/watch?v=FkKu1ukNKqM>
- [29] https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/25000/diagnostic_des_causes_profondes_des_conflits_intercommunautaires_recurrents_en_guinee_forestiere.pdf
- [30] Capacités nationales en matière de réduction des risques et de gestion des catastrophes en Guinée : <https://www.cadri.net/system/files/2021-06/GUINEE-Rapport-d-Evaluation-des-Capacites-en-RRR.pdf>
- [31] « <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/12/guinee-les-autorites-doivent-mener-une-enquete-independante-et-impartiale-sur-les-incidents-dramatiques-survenus-au-stade-de-nzerekore-et-le-comportement-des-forces-de-lordre/> »
- [32] <https://www.youtube.com/watch?v=FkKu1ukNKqM>
- [] https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2024-03/05_produc_240320_gw_0.pdf
- [33] <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/ad388-plus-de-guineens-ont-recours-aux-medias-digitaux-depeche-afrobarometer-8sept20.pdf>
- [34] https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/25000/irf-224_guinea_violence_prevention_produc_gateway.pdf
- [35] TV5Monde Info, « L'Afrique de l'Ouest, nouvelle plateforme logistique du trafic de cocaïne des criminels des Balkans », septembre 2025 (rapport du Global Initiative Against Transnational Organized Crime — GI-TOC). <https://information.tv5monde.com/international/senegal-guinee-lafrique-de-louest-nouvelle-plateforme-logistique-du-traffic-de-cocaine-des-criminels-des-balkans-2790236>
- [36] <https://guineenews.org/2025/05/19/aeroport-international-sekou-toure-saisie-de-plus-de-7-kg-de-cocaine-sur-une-passagere-senegalaise/>
- [37] AlloDocteurs, « En Guinée, on lutte contre les faux médicaments de rue », juin 2025 (saisie de plus de 3 tonnes de produits contrefaits à Labé). <https://www.allodocteurs.fr/en-guinee-on-lutte-contre-les-faux-medicaments-42569.html>
- [38] Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique de Guinée, « Nouvelle opération d'incinération de faux médicaments à Tabily », septembre 2024. <https://sante.gov.gn/mshp-nouvelle-operation-d-incineration-de-faux-medicaments-a-tabily/>

- [39] <https://enactafrica.org/enact-observer/le-kush-s-empare-des-jeunes-du-bassin-du-fleuve-mano>
- [40] <https://mines.gov.gn/potentiel-mineral/>
- [41] <https://coginta.org/wp-content/uploads/2024/03/2019-COGINTA-DLS-zones-minieres-GUINEE.pdf>
- [42] LEDJELY.COM, « Boké : la dégradation précoce de la voirie urbaine alimente colère et inquiétudes », 7 mai 2026. <https://ledjely.com/2026/05/07/boke-la-degradation-precoce-de-la-voirie-urbaine-alimente-colere-et-inquietudes/>
- [43] Aminata.com (Conakry), « Guinée : Boké — Sortie conjointe du parquet et des forces de sécurité après les violences survenues à Kolaboui », repris par AllAfrica.fr, 12 mai 2026. <https://fr.allafrica.com/stories/202605120656.html>
- [44] https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_irf_201_rpt_eval_final_jui_2021.pdf
- [45] LEDJELY.COM, « Boké : la grève des enseignants dégenère, plusieurs écoles privées prises pour cible », 8 décembre 2025. <https://ledjely.com/2025/12/08/boke-la-greve-des-enseignants-degenere-plusieurs-ecoles-privées-prises-pour-cible/>
- [46] Jeune Afrique, « Guinée : les manifestations réclamant le retour de l'électricité tournent à l'émeute à Boké ». <https://www.jeuneafrique.com/474187/politique/guinee-les-manifestations-reclamant-le-retour-de-lelectricite-tournent-a-lemeute-a-boke/>
- [47] Reportage vidéo, YouTube (source non vérifiable directement, contenu inaccessible au moment de la rédaction). <https://www.youtube.com/watch?v=LkYUqhvNjeo>
- [48] https://www.swisspeace.ch/assets/publications/downloads/Articles/da32abf922/cahier_thematique-west_africa-swisspeace.pdf
- [49] <https://afriquinfos.com/guinee-184834/>
- [50] <https://documents1.worldbank.org/curated/en/09931000321222392/pdf/P17709500f673a0d70a59301d3399b6b2a6.pdf>
- [51] <https://www.visionguinee.info/le-premier-chargement-de-minerai-de-fer-de-simandou-transporte-par-winning-arrive-avec-succes-en-chine/>
- [52] <https://afrique-diplomatique.com/guinee-ethiopie-rwanda-les-nouveaux-moteurs-de-la-croissance-africaine/>
- [53] <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2024/english/1guinea2024002.pdf>
- [54] <https://westaf-edit.com/la-guinee-annonce-un-fonds-souverain-de-1-milliard-usd-en-2026-pour-canaliser-les-revenus-miniers/>
- [55] https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/25000/diagnostic_des_causes_profondes_des_conflits_intercommunautaires_recurrents_en_guinee_forestiere.pdf
- [56] <https://www.eco-mines.com/esg/qkyqsisx86self3qfrrwonw4xoqbjk>
- [57] https://www.stat-guinee.org/images/Rapport_Final_Enquete_AGVSAN_2024.pdf
- [58] <https://presidence.gov.gn/transformation-locale-des-ressources-minieres-le-president-de-la-republique-s-e-mamadi-doumbouya-fixe-le-cap-de-lindustrialisation-irreversible-de-la-guinee/>
- [59] <https://www.imf.org/-/media/files/publications/cr/2024/english/1guinea2024002.pdf>
- [60] <https://faolex.fao.org/docs/pdf/gui215096.pdf> (notamment Section 1-3, p. 26-27).
- [61] <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/05/guinee-interdiction-de-manifester-jusquaux-periodes-de-campagnes-electorales/>
- [62] <https://www.hrw.org/fr/news/2024/12/02/guinee-les-droits-humains-en-peril-alors-que-la-transition-promise-se-fait-attendre>
- [63] <https://kalenews.org/lundi-6-janv-2025-les-forces-vives-de-guinee-appellent-a-manifester-dans-grand-conakry/>
- [64] https://www.dakaractu.com/Guinee-les-familles-reclament-toujours-la-verite-apres-la-disparition-de-Fonike-Mengue-et-Mamadou-Billo-Bah_a273440.html
- [65] <https://www.hrw.org/fr/news/2025/02/20/un-activiste-guineen-disparu-reapparaît-avec-des-marques-de-torture>
- [66] <https://www.acatfrance.fr/actions/guinee-laffaire-mohamed-traore-symbole-dun-climat-de-repression-preoccupant/>
- [67] <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr29/2937/2020/fr/>



TIMBUKTU INSTITUTE

African Center For Peace Studies

Cité Keur Gorgui - Dakar Sénégal BP : 15177 ; CP : 10700, Dakar - Fann
Tel. +221 33 827 34 91

E-mail : contact@timbuktu-institute.org
timbuktu-institute.org



Copyright - Timbuktu Institute Juillet 2026